

SORTONS DE L'OMBRE

RECONNAISSEZ-NOUS
SAPSCQ-CSN



BULLETIN VOL. 2 MAI 2020

NÉGOCIATION ACCÉLÉRÉE UN CUL-DE-SAC

À la suite de l'appel lancé au mois de mars par le gouvernement invitant tous les syndicats du secteur public à entamer un processus de négociation accélérée, le conseil syndical du SAPSCQ avait mandaté le comité de négociation d'accepter l'invitation pour voir ce que le gouvernement avait à offrir.

Dans le dernier Info Négo 2020+, on vous informait qu'après une offre patronale qui était loin d'être suffisante, le syndicat avait déposé une contre-offre qui est demeurée sans réponse pendant plus de trois semaines.

Or, à la demande du syndicat, une rencontre avec l'employeur a finalement eu lieu depuis, mais malheureusement, celle-ci fut de très courte durée. Le gouvernement n'ayant aucunement modifié son offre salariale, laquelle consistait en une augmentation de 5 % sur trois ans, la réunion s'est terminée de façon abrupte.

Le processus de négociation accélérée est donc dans une impasse. Le syndicat considère qu'il serait inutile de continuer dans cette voie puisque l'employeur ne semble pas du tout prêt à revoir son offre salariale.

Nous considérons donc que le mandat du comité de négociation d'entamer un processus de négociation accélérée est terminé. Le comité concentrera donc plutôt ses efforts sur le mandat initial de négociation normale, qui a été voté lors du conseil syndical d'octobre 2019.

En attendant que ces négociations reprennent et que l'employeur nous démontre son sérieux, nos activités de mobilisation et de visibilité continueront de s'intensifier, alors restez à l'affut!

La remorque est en préparation...



« PRIME COVID » :

PLUS PERTINENTE QUE JAMAIS

Au début de la crise entourant la pandémie de COVID-19, le gouvernement avait évoqué une prime qui serait versée aux travailleuses et travailleurs des services essentiels – y compris aux agentes et agents correctionnels – pour reconnaître les risques qu'ils prennent en continuant de servir la population.

Pourtant, une fois les négociations commencées, le gouvernement a fait volte-face et il refuse encore aujourd'hui de nous octroyer cette prime. Les événements des derniers jours à l'Établissement de détention de Montréal confirment pourtant que nous courons des risques importants en raison du milieu fermé dans lequel nous exerçons notre travail et de la tension qui continue de grimper à l'intérieur des murs. Ce qui se produit à Montréal pourrait se reproduire dans n'importe quel autre établissement. Il suffit d'une étincelle pour mettre le feu à la poudrière.

Le gouvernement ontarien, lui, reconnaît le travail des agentes et des agents, car il a décidé de les inclure dans les travailleurs essentiels auxquels sera versée une « prime COVID » de 4 \$ de l'heure, et ce malgré le fait qu'ils et elles gagnent déjà un salaire supérieur au nôtre.

Pendant ce temps, le gouvernement Legault fait l'autruche en ce qui concerne les services correctionnels, mais nous nous assurerons d'être reconnus à notre juste valeur.